

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Boulevard George Sand  
36000 CHÂTEAUX

Châteauroux, le 29 juin 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Société d'Exploitation de Gournay**

Pontgautron - Le Grand Gaillard  
36230 GOURNAY

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2022 dans l'établissement Société d'Exploitation de Gournay implanté Pontgautron - Le Grand Gaillard 36230 GOURNAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la réception des travaux d'aménagements du casier de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante lié, une visite du site est réalisée afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société d'Exploitation de Gournay
- Pontgautron - Le Grand Gaillard 36230 GOURNAY
- Code AIOT dans GUN : 0010005962
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société d'exploitation de Gournay (SEG) est autorisée par arrêté préfectoral du 28 octobre 2021 à prolonger la durée d'exploitation de la carrière d'argile et créer un casier de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante lié sur le territoire de la commune de Gournay aux lieux-dits « Pontgautron et le Grand Gaillard », dans le département de l'Indre (36).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- réception du casier de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante lié

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.1	/	Sans objet
Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.2	/	Sans objet
Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.2	/	Sans objet
Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.2	/	Sans objet
Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.3	/	Sans objet
Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.4	/	Sans objet
Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.4	/	Sans objet
Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.4	/	Sans objet
Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 1.7.3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques de l'installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante est exploitée sur le site. Le casier de stockage des déchets d'amiante lié sera aménagé dans la partie Ouest du site (voir annexe 4).</p> <p>[...]</p> <p>Pour la vérification du respect des quantités limites pouvant être acceptées, l'installation est équipée d'un instrument de pesage situé à l'entrée de l'ISDND voisine exploitée par la société d'Exploitation de Gournay d'une portée maximale suffisante pour peser les véhicules apportant des déchets. L'accès à la plate-forme de réception, située à proximité du casier, est possible uniquement après le passage à la bascule. Ce dispositif est d'un modèle approuvé pour les transactions commerciales et fait l'objet d'un contrôle régulier.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a transmis le 22 mars 2021, un dossier technique pour la création d'un casier de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sur le site de la carrière.</p> <p>L'inspection des installations classées a réalisé une analyse documentaire du dossier transmis.</p> <p>L'inspection a constaté lors de la visite du 28 juin 2022 que le casier de stockage des déchets d'amiante lié est aménagé dans la partie Ouest du site.</p> <p>L'inspection a constaté que l'installation est bien équipée d'un instrument de pesage à l'entrée de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux. Cet instrument d'une portée de 50 tonnes (par pas de 20 kg) permet d'assurer la pesée des véhicules apportant les déchets en entrée et en sortie du site.</p> <p>L'inspection a constaté que l'accès à la plate-forme de réception des déchets d'amiante lié n'est possible qu'après le passage à la bascule.</p> <p>Ce dispositif de mesures fait l'objet d'un contrôle annuel. Le dernier contrôle a été réalisé le 3 août 2021 par la société Précia Molen Service de Privas (07).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception du casier de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour le casier dédié au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, la protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée par le terrain naturel qui bénéficie d'une perméabilité inférieure à $1.10^{-7}$ m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur.  Les flancs des casiers de stockage présentent une perméabilité inférieure à $1.10^{-7}$ m/s sur au moins 0,5 mètre d'épaisseur.  [...]
<b>Constats :</b> Les contrôles de perméabilité de la barrière de sécurité passive réalisés sur le fond et les flancs, sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2021.
<b>Observations :</b> Par courriel en date du 27 juin 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les éléments attestant de la conformité des travaux d'aménagements. L'inspection a constaté que le contrôle de la barrière de sécurité passive a été réalisé par la société TRANLABOGEO. Les essais réalisés en forage ferme, attestent de la conformité de la perméabilité du fond de forme du casier à $1.10^{-7}$ m/s sur 1 mètre d'épaisseur et des flancs du casier sur 0,5 mètre d'épaisseur.  Les résultats sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception du casier de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les caractéristiques du casier sont les suivantes : - surface du fond de forme : 2 921 m <sup>2</sup> . Le fond de forme du casier a une pente minimum de 2 % en direction du point bas du casier afin que les eaux pluviales de ruissellement s'écoulent par gravité vers l'unité de pompage située en fond de casier. Ces eaux sont dirigées vers un bassin de rétention des eaux de ruissellement de 250 m <sup>3</sup> au nord-ouest du site. - côte point bas : 205 m NGF, [...] - dimension des gradins et risbermes : 5 m de haut/ 3 m de large, [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Par courriel en date du 24 juin 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les éléments attestant de la conformité des travaux d'aménagements. Une analyse documentaire du dossier transmis a été effectuée par l'inspection.  L'inspection des installations classées a constaté que la surface du fond de forme du casier dédié au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante a une superficie d'environ 2 920 m <sup>2</sup> , et des pentes de 2,2 % de l'Ouest à l'Est à 4,3 % du Sud au Nord conformément au plan de récolement établi par la société Prisma Top le 16 juin 2022.  Les eaux pluviales de ruissellement s'écoulent par gravité vers l'unité de pompage située en fond de casier au nord (cote de 205,06 mNGF). Ces eaux sont dirigées vers un bassin de rétention de 250 m <sup>3</sup> , situé au nord-ouest du site.  L'inspection a constaté lors de la visite que les dimensions des gradins et des risbermes sont conformes, environ 5 m de haut/5 m de large (passage de 3 à 5 m afin d'améliorer la stabilité).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception du casier de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le casier sera séparé de l'activité d'exploitation de carrière par une digue inter-casier. Cette digue inter-casier sera constituée de matériaux argileux avec une perméabilité inférieure ou égale à 1.10-7 m/s et réalisée sur une longueur de 50 mètres et une hauteur de 2 mètres. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Lors de la visite du 28 juin 2022, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une digue inter-casier séparant le casier de stockage de déchets d'amiante à l'activité de la carrière.  L'analyse documentaire du dossier technique par l'inspection permet de constater que le contrôle de la perméabilité de la digue réalisée en matériaux argileux est inférieure à 1.10-7 m/s et que cette digue est réalisée sur une longueur de 50 mètres et d'une hauteur de 2 mètres.  L'inspection a constaté lors de la visite la présence d'un merlon d'une hauteur d'environ 3 mètres en périphérie de l'emprise de la carrière qui empêche le ruissellement des eaux extérieures au site. L'exploitant a indiqué à l'inspecteur que des fossés seront réalisés pendant la remise en état afin de récupérer les eaux de ruissellement extérieures au site et celle de la couverture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Détection des rayonnements ionisants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté au niveau de la bascule, de telle manière que tous les déchets amiantés entrants soient contrôlés. Pour réaliser des mesures représentatives du chargement, la vitesse de passage du véhicule doit être réduite par tout dispositif approprié (système d'arrêt, barrière, ralentisseur...) pour ne pas dépasser 5 km/h.</p> <p>Il est associé à un système informatique permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore.</p> <p>[...]</p> <p>Le réglage du seuil de détection est vérifié et étalonné au moins une fois par an.</p> <p>L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'alinéa précédent.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> Conforme
<p><b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite du 28 juin 2022 que l'installation est bien équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté à l'entrée du site au niveau de la bascule. Les déchets entrants sur le site sont systématiquement contrôlés par le dispositif de détection de rayonnements et pesés.</p> <p>La vitesse est contrôlée par un dispositif de feu de signalisation (vert – rouge) au niveau du pont bascule.</p> <p>L'inspection a constaté que le dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants est associé à un système informatique et à un système d'alarme visuelle et sonore, situé dans le local à l'entrée du site.</p> <p>L'inspection a consulté le registre de contrôle du dispositif, le réglage du seuil et l'étalonnage sont effectués une fois par an. Le dernier contrôle a été effectué le 31 mai 2022 par la société Berthold Technologies (78). Les résultats sont conformes.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une aire étanche de stationnement pour les véhicules dont le chargement aurait déclenché l'alarme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles préalables
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant la mise en service des installations, l'exploitant réalise une analyse de la qualité des eaux souterraines.  Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.  Cette analyse est réalisée au niveau des points de prélèvement identifiés à l'article 4.6.3 et porte sur les paramètres définis au même article.  Les résultats d'analyse sont transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard trois mois après la réalisation des prélèvements, et sont accompagnés des commentaires de l'exploitant.  [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser des prélèvements et des analyses des eaux souterraines sur les trois piézomètres du site par un prestataire indépendant et les analyses ont été réalisées par un laboratoire agréé.
<b>Observations :</b> Par courriel du 22 juin 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le compte rendu de fin de travaux pour la mise en place des trois piézomètres.  Lors de la visite du 28 juin 2022, l'inspection a constaté par échantillonnage, la présence du piézomètre n° A3, fermé et cadenassé.  L'exploitant a fait réaliser les prélèvements et les analyses des eaux souterraines sur les trois piézomètres du site prévus à l'article 4.6.3 de l'AP du 28/10/21, par un prestataire indépendant (société IANESCO).  Les analyses ont été réalisées par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement et indépendant de l'exploitant (société IANESCO).  Les analyses ont été réalisées sur tous les paramètres définis à l'article 4.6.3 de l'AP du 28/10/21.  Les résultats d'analyses ont été transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles préalables
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Un relevé topographique de la zone à exploiter et un plan d'exploitation sont réalisés préalablement à la première réception de déchets. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le 24 juin 2022 à l'inspection des installations classées un relevé topographique de la zone à exploiter établi le 16 juin 2022. Le plan d'exploitation a été transmis par l'exploitant avec le dossier technique.
<b>Observations :</b> Par courriel en date du 24 juin 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un relevé topographique de la zone à exploiter établi le 16 juin 2022 par la société PRISMA TOP. Le plan d'exploitation a été transmis avec le dossier technique le 22 mars 2021.  Lors de la visite du 28 juin 2022, l'inspection des installations classées a consulté le plan topographique et le plan d'exploitation sur le site.  La consultation de ces documents n'amène pas de remarque de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 8.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles préalables
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  Avant le début de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets d'amiante lié, l'exploitant informe le Préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté.  Le contenu du dossier technique est défini à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016. Avant tout dépôt de déchets dans un casier de stockage, l'inspection des installations classées procède à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Par courrier en date du 1er juin 2022, l'exploitant a informé le Préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante lié et a transmis les résultats d'analyses des eaux souterraines.  Par courriels en date des 24 et 27 juin 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les éléments attestant de la conformité des travaux d'aménagements du casier de stockage de déchets d'amiante lié.  L'inspection des installations classées a effectué une visite du site le 28 juin 2022. Lors de cette visite, l'inspection a constaté la conformité des aménagements du casier et qu'aucun déchet n'est présent dans ce casier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Stockage de déchets de construction contenant de l'amiante

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 1.7.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Etablissement des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant la mise en activité de l'installation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet: - les documents attestant la constitution des garanties financières établies dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement; [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Lors de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une copie de l'acte de cautionnement établi le 28 juin 2022 par la société Allianz pour les garanties financières correspondant à la 1er période de fonctionnement de l'installation de stockage de déchets d'amiante lié. Le montant de l'engagement correspond bien au montant fixé par l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2021. L'exploitant a transmis l'original de cet acte de cautionnement à la préfecture de l'Indre le 28 juin 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet